IV. — TUNISIE

I. — Remaniements ministériels et nouveaux gouvernements

Le gouvernement en place au 1^{er} janvier 1965 est celui du 12 novembre 1964. Cf. *Annuaire de l'Afrique du Nord* (III) 1964, p. 639.

Le 29 juin M. Taïeb MEHIRI, secrétaire d'Etat à l'Intérieur depuis 1956, meurt. M. Béji Caïd ESSEBSI le remplace le 5 juillet.

2. — Remaniement du bureau politique du P.S.D.

Composition du nouveau Bureau Politique ⁽¹⁾ :

- Habib BOURGIBA : Président;
- Bahi LADGHAM : Secrétaire général;
- Ahmed BEN SALAH : Secrétaire général;
- Habib BOURGUIBA Jr. : Secrétaire général adjoint;
- Mongi SLIM : Trésorier;
- Sadok MOKADDEM; Beji Caïd ESSEBSI; Hedi NOUIRA; Mahmoud MESSADI; Ahmed MESSADI; Ahmed MESTIRI; Abdelmajid CHAKER; Abdallah FARHAT; Mohamed JEDDI; Mohamed MZALI; Bechir BELLAGHA;
- Mohamed SAYAH : Directeur.

Composition du nouveau Comité central :

- Mohamed MASMOUDI; Ferdjani Belhadj AMMAR; Jellouli FARES; Rachid DRISS; Taïeb SLIM; Ahmed NOUREDDINE; Hedi KHEFACHA; Mondher BEN AMMAR; Chedli KLIBI; Fethi ZOUBIR; Taïeb SAHBANI; Béchir NEJI; Abderrazak RASSA; Mohamed SENOUSSI; Mustapha FILALI; Mohamed BEN AMARA; Habib BOULARES; Abdelmajid RAZGALLAH; Hassan KACEM; Hassan BELKHODJA; Mohamed GHERAB; Nouri BOUDALI; Sadok BEN DJEMAA; Fouad MEBAZZA; Béchir ZARG EL AYOUN; Abdelhamid AMMAR; Moktar ZANNAD; Mahjoub BEN ALI.

Ainsi que les gouverneurs :

- Hassib BEN AMMAR; Ahmed BELLALOUNA; Aïmor CHECHIA; Abdesselem GUEDIRA; Mehrez BELLAMINE; Mohamed BEN LAMINE; Mohsen BEN ALJIA; Mohamed TREKI; Mongi KOOLI; Hédi BACCOUCHE; Abdesselem KALLAL; Abdellaziz LETAIF.

(1) Cf. le précédent *Annuaire de l'Afrique du Nord* (III), 1964 : 659.
N.D.L.R. : Les noms soulignés sont ceux des nouveaux membres.

3. — Règlement intérieur du P.S.D. (1)

Préambule

Le Parti Socialiste Destourien a pris la responsabilité depuis sa création au Congrès de Ksar Helal sous l'impulsion du Combattant Suprême Habib Bourguiba, de travailler à la promotion nationale et d'acheminer le pays dans les voies de la liberté, de la dignité et du progrès continu. Il a éveillé la conscience populaire unifié les rangs de la nation et dirigé la lutte de libération. Il a réalisé l'indépendance, édifié l'Etat, instauré le régime républicain et assuré la libération totale de la Tunisie. Pour combattre le sous-développement et opérer la promotion de l'homme, il a choisi les voies du socialisme destourien.

Centre de gravité du régime républicain et moteur essentiel des organismes de l'Etat, le Parti Socialiste Destourien s'appuie sur les masses populaires, organisées selon les principes démocratiques. Ces principes se manifestent dans les contacts directs, les campagnes d'éducation populaire, la pratique constante de la consultation dans un contexte de solidarité et d'harmonie nationales, afin de défendre la dignité de la patrie et l'acquis national, de mobiliser les énergies créatrices et d'édifier la communauté socialiste souhaitée.

Conditions d'adhésion au Parti

ARTICLE PREMIER. — L'adhésion au Parti s'effectue à deux niveaux : celui de membre adhérent et celui de membre militant.

I. — Est considéré comme membre adhérent au Parti le candidat qui est agréé par le bureau de la cellule, qui n'appartient pas à une formation politique, qui a prêté le serment de fidélité, et qui s'engage à respecter les principes du Parti, à travailler à l'exécution de ses décisions et à en assurer le respect, enfin à payer sa cotisation.

II. — Est considéré comme membre militant du Parti, le membre adhérent qui par la sincérité de ses propos et la loyauté de ses actes a fait la preuve de son adhésion aux principes du Parti et à la doctrine du « Socialisme Destourien », et qui remplit les conditions d'aptitude et de compétence nécessaires pour assumer des responsabilités dans le cadre du Parti. Il est tenu compte, en cette matière, des normes suivantes :

— Le candidat doit avoir adhéré au Parti depuis trois ans, sauf cas exceptionnels sur lesquels le Bureau Politique aura à statuer. Il doit avoir participé aux activités du Parti dans le cadre de la cellule et fait preuve de dévouement dans l'exécution des directives du parti et dans son empressement à répondre, en toute circonstance, à son appel.

— Il doit observer la plus grande vigilance et se vouer totalement à la défense de la Patrie, du régime républicain et des acquis de la nation.

— Il doit, dans ses rapports, se parer des vertus socialistes destouriennes :
— en se vouant sans réserve au service d'autrui et en donnant toute priorité à l'intérêt public;

— en faisant écho aux nécessités de l'évolution et en s'attachant à remplir ses obligations de bon citoyen contribuant efficacement au développement de la production et au renforcement des convictions socialistes.

Délivrance de la carte de militant

ARR. 2. — 1) La carte de militant est délivrée à tout candidat remplissant les conditions visées à l'article 1^{er}, par le Bureau Politique sur avis de la cellule et du Comité de Coordination.

2) Le bureau politique peut décider l'ajournement de la délivrance de la carte. Il peut aussi la retirer à un militant au cas où il s'avérerait indigne de la conserver.

(1) Ce texte de novembre 1964 n'avait pu être publié dans l'Annuaire 1964.

La cellule

ART. 3. — La Cellule est la formation de base du Parti. Elle se constitue avec l'accord du Bureau Politique. Elle groupe les adhérents compte tenu de leur résidence et s'appelle alors cellule professionnelle.

ART. 4. — Le Comité directeur se compose de six à dix membres élus tous les deux ans par une assemblée générale à laquelle tous les adhérents sont convoqués par écrit.

Dans le cas où la moitié des membres n'est pas présente à l'assemblée générale, celle-ci est remise à huitaine. A cette seconde réunion ses délibérations sont valables quelque soit le nombre des membres présents.

— Sont électeurs les membres dont l'adhésion remonte à un an au moins et qui ont payé leur cotisation jusqu'au mois des élections, sauf dans certains cas exceptionnels précisés par le Bureau Politique.

— Sont éligibles les membres qui possèdent les qualités du militant et dont la candidature aura été agréée par le Bureau Politique.

ART. 5. — Les Jeunes Destouriens de la Cellule choisissent leur délégué sur une liste agréée par la Cellule. Le candidat élu est joint à la liste des membres du Comité, comme membre de plein droit.

ART. 6. — La cellule exécute les programmes et les décisions du Parti. Elle travaille à éveiller la conscience nationale et à susciter l'enthousiasme dans les masses populaires, ainsi qu'à former les militants et à diffuser les principes du socialisme destourien dans sa circonscription.

Les responsabilités des membres du comité sont réparties comme suit :

Le Président : il veille à l'exécution des directives du Parti et assure la coordination des activités des membres du comité.

Le Secrétaire Général : supplée le Président, rédige les procès-verbaux des réunions du Comité et des Assemblées Générales, les rapports adressés au comité de coordination du Parti et la correspondance avec les adhérents de la cellule; et conserve les archives.

Le Secrétaire Général Adjoint : Assiste le Secrétaire Général et le supplée le cas échéant.

Le Trésorier : Tient en dépôt les bulletins d'adhésion et les vignettes pour les distribuer aux adhérents; reçoit les dons; travaille avec l'assistance des autres membres du comité à augmenter les recettes. Il rend compte de sa gestion au trésorier du Parti ou à son représentant. Il assure la garde des avoirs et des biens mobiliers de la cellule. Il est responsable des recettes et dépenses, conformément au règlement financier du Parti.

Le Trésorier Adjoint : Assiste le trésorier et le supplée le cas échéant.

Le Responsable de l'Orientation : s'occupe de l'orientation, laquelle consiste à faire connaître les objectifs nationaux et les principes et programmes du Parti, en éveillant la conscience des masses, en développant leurs facultés de conception et en mobilisant leurs énergies au service du « Socialisme Destourien ».

Le Responsable du relèvement économique et social : renseigne les citoyens sur le rôle qui leur est dévolu dans la lutte contre le sous-développement et pour la promotion économique et sociale de l'ensemble du pays :

— en mettant en relief les objectifs du Plan de développement, dans le but de mobiliser toutes les énergies créatrices et de les faire participer efficacement à la solution des problèmes économiques et sociaux conformément aux résolutions du Parti et aux exigences du socialisme destourien;

— en développant le sens des responsabilités dans les rangs des destouriens, de façon à assurer la défense, la sauvegarde et le progrès des entreprises;

— en encourageant les entreprises économiques et sociales, par la pratique de l'entraide avec leurs dirigeants.

Le responsable de la jeunesse : assume la responsabilité de l'application des programmes du Parti concernant la jeunesse; organise les Jeunes autour de la cellule et leur inculque l'éthique socialiste dans les différents domaines d'activité.

- ART. 7. — 1) Le comité de la Cellule se réunit une fois tous les quinze jours.
 2) Le comité de la cellule tient une fois par mois une réunion avec les Commissions de la cellule pour assurer la coordination de leurs activités.
 3) Le comité de la cellule organise tous les trois mois une Assemblée Générale groupant tous les adhérents pour l'examen des activités du trimestre et l'établissement du programme des activités du trimestre suivant.

ART. 8. — Les résolutions du comité sont prises à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

— Est considéré comme démissionnaire tout membre du Comité de la Cellule qui s'est absenté à trois réunions ordinaires successives sans motif plausible.

ART. 9. — Il est procédé à de nouvelles élections du Comité de la Cellule lorsque les deux tiers des électeurs en font la demande écrite au Bureau Politique.

ART. 10. — La Cellule peut après accord du Comité de Coordination créer des sections qui ont pour tâche d'assister le comité de la cellule dans l'organisation des activités dans tout secteur relevant de la circonscription de la cellule territoriale ou tout compartiment relevant de la cellule professionnelle.

— Chaque section est dirigée par une commission de trois membres désignés par la Cellule, laquelle contrôle leurs activités.

ART. 11. — Le Bureau Politique peut suspendre ou dissoudre les Comités des Cellules pour infraction à la charte ou au Règlement intérieur du Parti. Le Bureau Politique dans ce cas, charge une commission composée d'adhérents de la cellule, de l'administration provisoire jusqu'à la réunion de l'assemblée générale qui doit se tenir dans un délai de six mois au maximum.

Le comité de district

ART. 12. — Le comité de District est une assemblée qui a pour tâche de procéder à des consultations et de coordonner les activités du Parti dans le Cadre de la délégation. Il se compose des présidents des cellules. Il se réunit au moins une fois par mois, et selon le besoin, sous la présidence du secrétaire général du comité de coordination ou de son représentant. Il coordonne les activités des cellules et aide à leur coopération mutuelle et à l'élaboration des programmes communs.

Le comité de coordination

ART. 13. — Le comité de coordination est une formation régionale qui patronne les activités dans le cadre du gouvernorat. Il a notamment pour tâches :

- 1) de coordonner les activités des cellules;
- 2) de veiller à l'exécution des résolutions et des directives du Parti.
- 3) d'assurer les rapports entre la base du Parti et le Comité central;
- 4) de veiller à l'organisation, l'éducation et l'orientation des masses;
- 5) de veiller à la coopération méthodique de l'appareil du Parti et de celui de l'Etat dans la région.

ART. 14. — Les membres du comité de coordination sont élus pour deux ans, dans un Congrès régional, par des délégués désignés à cet effet par les cellules. Le nombre des membres du Comité et celui des électeurs représentant les cellules sont fixés par le Bureau Politique au prorata du nombre des adhérents.

ART. 15. — Les candidats au Comité de Coordination doivent être des militants qui ont effectivement assumé des responsabilités dans le cadre du Parti pendant trois ans. Le Comité de coordination est présidé par le Gouverneur, en tant que responsable du Parti.

ART. 17. — Le Bureau Politique désigne parmi les membres élus du Comité de Coordination un Secrétaire Général qui assume directement les tâches relevant des attributions du Comité sous le patronnage du Président du Comité.

ART. 18. — Le Comité de Coordination répartit entre ses membres les responsabilités afférentes aux secteurs suivants :

- Orientation et formation des cadres;
- Affaires de la Jeunesse;
- Promotion économique et sociale;
- Affaires financières;

Les autres membres du comité sont désignés comme leurs adjoints.

ART. 19. — Le comité de coordination tient une réunion ordinaire par mois. Il se réunit aussi toutes les fois que le besoin s'en fait sentir.

Présidence du Parti

ART. 20. — Le Président du Parti est élu directement par le Congrès national.

Attribution du Président

ART. 21. — Le Président du Parti patronne les activités de l'ensemble des formations du Parti. Il oriente la politique du Parti conformément aux résolutions du Congrès. Il préside les réunions du Comité Central et du Bureau Politique.

Le Comité central

ART. 22. — Le comité central est l'organe exécutif du Parti responsable du fonctionnement de ses formations, de l'application de son règlement intérieur et de l'exécution des résolutions du Congrès.

— Il réunit le Congrès à la date fixée pour sa convocation. Il peut le cas échéant, réunir un congrès extraordinaire ou le Conseil National.

— Il désigne le Président du Parti en cas de vacance du poste.

ART. 23. — Le Comité Central se compose de membres directement élus par le Congrès, lesquels sont au nombre de trente deux, et de membres désignés d'office en raison des fonctions qu'ils exercent au sein de l'Etat; ce sont les secrétaires d'Etat non élus et les Gouverneurs.

ART. 24. — Les candidats aux fonctions de membre du Comité Central doivent être des militants ayant assumé des responsabilités au sein du Parti pendant au moins cinq ans.

ART. 25. — Le comité Central se réunit tous les trois mois sur convocation du Président du Parti et toutes les fois que le besoin s'en fait sentir.

Le bureau politique

ART. 26. — Le Président du Parti désigne parmi les membres du Comité Central quatorze membres pour former le Bureau Politique, lequel assiste le Président dans l'exercice de ses fonctions.

Le Secrétariat général

ART. 17. — Le Secrétariat Général se compose du Secrétaire Général du Parti et de deux assistants désignés parmi les membres du Bureau Politique. Le Président du Parti confie aux membres du Secrétariat Général la Direction des activités du Parti.

Le directeur du Parti

ART. 28. — Le Président du Parti désigne, parmi les membres du Bureau Politique un directeur du Parti chargé d'assurer l'administration du Parti et de coordonner les activités des différents services administratifs.

Le trésorier

ART. 29. — Le Trésorier assure la gestion financière du Parti. Il est responsable des recettes et des dépenses. Il est également responsable des biens du Parti. Il préside à l'application des dispositions financières arrêtées par le Bureau Politique.

ART. 30. — Le Comité Central est compétent pour statuer sur les infractions commises par un de ses membres au Pacte du Parti ou à son Règlement Intérieur et de prendre à son encontre telles sanctions qu'il aura jugées utiles. Le membre sanctionné peut se pourvoir devant le Congrès.

ART. 31. — Les membres des différents Comités directeurs du Parti sont solidairement responsables.

Le Conseil national

ART. 32. — Le Conseil National est une assemblée consultative qui se réunit sur convocation du Comité Central, entre deux Congrès pour assister ledit Comité dans la fixation de positions à prendre dans le cadre de la politique décidée par le Congrès.

ART. 33. — Le Conseil National se compose du Président du Parti, des membres du Comité Central et de délégués élus pour chaque session par les représentants des cellules au prorata du nombre des adhérents selon le mode fixé par le Bureau Politique.

Le Bureau Politique peut adjoindre au Conseil National d'autres éléments du Parti susceptibles d'apporter l'utile contribution de leur compétence.

ART. 34. — Les candidats au Conseil National doivent être des militants ayant assumé des responsabilités au sein du Parti pendant au moins trois ans.

ART. 35. — Le Conseil National élit pour chaque session son Président et son Secrétaire.

Le congrès

ART. 36. — Le Congrès National est l'instance suprême du Parti. Il fixe les objectifs et définit la politique du Parti. Ses résolutions ne sont pas susceptibles de recours.

ART. 37. — Le Congrès National se réunit tous les quatre ans sur convocation du comité central, lequel doit publier la convocation et diffuser l'ordre du jour provisoire un mois au moins avant la réunion du Congrès.

— Le Comité Central doit préparer les rapports qu'il se propose de présenter au Congrès et les transmettre aux cellules quinze jours au moins avant la réunion du Congrès, à l'exception du rapport financier.

ART. 38. — Le Congrès se compose du Président du Parti, des membres du Comité Central et des délégués des cellules, à raison d'un délégué pour 500 adhérents, élus dans les conditions suivantes :

Dans le cadre des travaux préparatoires en vue de la réunion du Congrès National, des congrès régionaux sont réunis auxquels assistent des délégués des cellules spécialement désignés à cet effet et dont le nombre est fixé conformément au tableau ci-dessous :

- de 50 à 200 adhérents : un délégué;
- de 201 à 500 adhérents : deux délégués.

4. — Traduction du texte du message adressé par le président Bourguiba au président Nasser et rendu public le 29 avril 1965

Monsieur le Président,

J'ai le devoir, en tant que frère et en tant qu'arabe, de m'adresser à vous à propos d'une affaire qui nous tient tous à cœur, qui a fait l'objet de nombreux échanges de vues entre nous et dont je pensais que nous étions d'accord sur les points essentiels.

Les liens de fraternité et de compréhension qui ont eu l'occasion de s'affirmer au cours de nos nombreuses rencontres et en particulier au cours de ma récente visite à la République Arabe Unie me portent à croire qu'il est possible, avec du bon sens, de la bonne foi et de la bonne volonté, de dominer les divergences quelles qu'elles puissent être.

J'ai d'autre part, été extrêmement sensible aux marques d'hospitalité et de considération qui m'ont été prodiguées par le peuple égyptien et par les peuples de l'Orient Arabe en général et je ne suis pas prêt à les oublier quoi qu'il arrive. J'ai donc contracté une dette de reconnaissance qui, autant que mon devoir d'arabe me dicte de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour éviter que les peuples arabes ne sombrent pas dans la division et les luttes fratricides au moment où ils ont le plus besoin de cohésion et de solidarité pour se consacrer à l'action positive.

Lors de la visite que j'ai rendue aux réfugiés en Jordanie, j'ai pu me rendre personnellement compte de leurs souffrances, de leur misère et de leur déchéance : la réalité, vue de face, est infiniment plus impressionnante que le récit (!) J'aurais pu leur parler le langage de la complaisance qu'ils ont l'habitude d'entendre et exalter leurs sentiments pour conquérir facilement leur adhésion. Mais je sentais que nous avions l'impérieux devoir de leur dire la vérité afin de faire renaître en eux le sentiment qu'ils sont responsables de leur propre destin, qu'il leur appartient de forger ce destin par une action dont ils auront au préalable établi les plans et fixés les objectifs, plutôt que de s'immobiliser sur des positions de revendication platonique et passionnée qui se nourrissent d'espoir et découragent l'action.

Les critiques et les attaques de certaine presse dans les pays arabes, ne m'ont pas surpris autant que les réactions de certains milieux responsables du Caire à la position que j'ai prise et aux déclarations que j'ai faites, réactions d'autant plus surprenantes que nous sommes d'accord sur le fond ainsi que cela m'est apparu à travers les nombreux entretiens consacrés à l'affaire palestinienne.

Vous savez mieux que personne, qu'il n'y a pas de divergence quant à l'objectif qui ne saurait souffrir de discussion ni de controverse et qui est de donner à nos frères palestiniens les moyens de reconquérir leur patrie usurpée. La difficulté qui apparaît seulement à propos de la voie à suivre pour atteindre l'objectif, est née du fait que certains milieux ont du mal à comprendre ma pensée, tandis que dans certaines sphères elle est délibérément déformée; ce qui les a conduits à confondre, sciemment ou inconsciemment, la fin et les moyens et, à voir dans la volonté de renouveler les méthodes un parti pris de carence ou d'abandon.

S'il est vrai que ce que j'ai dit s'écarte des slogans habituels dénués de toute efficacité, il n'est pas moins vrai que les responsables arabes en général et les responsables égyptiens en particulier connaissent le fond des choses. J'incline à croire que les personnalités officielles qui se sont hâtées d'exprimer leur désapprobation l'ont fait dans le désir évident de s'attirer les bonnes grâces du gouvernement de la R.A.U. et ce, pour des raisons internes qui n'échappent à personne.

C'est pourquoi je pense qu'il est utile que je m'adresse directement à vous. Je le ferai avec la franchise que vous me connaissez et qui a aussi bien dominé nos entretiens particuliers que les discours que j'ai prononcés en public, en différentes occasions.

Nous sommes tous d'accord sur le fait que les Etats arabes, dans les circonstances présentes, sont dans l'impossibilité de mener une guerre contre Israël en vue de libérer

la Palestine et de la rendre à ceux à qui elle revient de droit. Je vous rappelle à ce propos les délibérations des deux conférences du Caire et d'Alexandrie. Je ne pense pas, par ce rappel, dévoiler un secret quelconque. Les Etats arabes ne sont pas actuellement en mesure de mener une opération offensive quelconque pour deux raisons :

1) Ils ne sont ni préparés à affronter la guerre ni à accepter le principe de l'infiltration en terre palestinienne de commandos armés.

2) La conjoncture internationale exclut l'éventualité d'une guerre parce que les deux camps Ouest et Est sont d'accord sur le maintien de la paix et sont également disposés à réprimer toute tentative de modifier par la violence le statu quo dans la région.

Alors que rien, à présent, ne permet d'espérer un changement de cette situation dans un avenir prévisible, les dépenses d'armement pèsent de plus en plus lourd sur les Etats arabes, limitent leurs possibilités de développement et, partant, leurs chances réelles d'accéder à la puissance et à la sécurité.

J'ai eu souvent l'occasion de soulever cette question avec certains responsables de l'Orient arabe. Ils me répondaient invariablement que leur plus grand regret était de voir les Arabes s'obstiner dans des attitudes négatives à l'égard des solutions proposées par l'Organisation des Nations Unies. Vous m'avez dit vous-même au cours d'un entretien sur le même sujet que vous aviez soulevé une vague de mécontentement lorsque vous aviez déclaré à la Conférence de Bandoeng que ce que l'O.N.U. avait offert en 1947 et en 1948 pouvait être considéré comme une solution satisfaisante. Je vous ai répondu que j'étais disposé à le proposer publiquement et j'ajoutai, sur le ton de la plaisanterie : « J'espère que je ne serai pas alors attaqué par la radio du Caire et par la « Voix des Arabes » !

En fait, le plan que j'ai suggéré à Jéricho, Jérusalem et au Liban et que j'ai eu l'occasion de développer et de préciser dans des déclarations ultérieures, ne s'écarte pas, quant au fond, de la position que vous avez exposée en 1955. C'est d'ailleurs ce même plan que j'ai présenté dans le discours prononcé au cours de la première conférence arabe au sommet, réunie au Caire en janvier 1964. C'est un plan qui ne vise ni à l'abandon ni à l'acceptation des semi-solutions, comme le croient certains. Il tend au contraire à réactiver une affaire longtemps confinée dans l'immobilisme et le pourrissement, une affaire que l'opinion internationale était sur le point d'oublier et que nos amis dans le tiers-monde et parmi les non-alignés sont unanimes à considérer comme une affaire classée. Nous avons donc l'impérieux devoir de sauver cette affaire de la dégradation en la ramenant dans le champ des préoccupations de l'opinion internationale.

Nous avons aussi le devoir impérieux de ne pas méconnaître le rôle de la stratégie politique et de ne pas compter uniquement sur la force qui, comme je l'ai dit, ne peut donner de résultats positifs. Il est donc nécessaire de gagner des alliés et de préparer l'opinion internationale à nous aider d'une façon ou de l'autre. C'est pour cela que j'ai suggéré d'envisager à nouveau l'acceptation des résolutions de l'O.N.U. aussi bien celle de la partition qui se traduirait par le retour à l'Etat arabe d'une portion importante de la Palestine actuellement occupée par Israël que celle qui concerne le retour des réfugiés arabes.

Je m'attendais — et l'événement vient de me donner raison — à ce qu'Israël refuse de se plier aux résolutions de l'O.N.U. et, ce faisant, renforce, contre son gré, notre position dès lors que les pays arabes, dans leur lutte pour la Palestine, se présenteront comme les défenseurs de la légalité et affirmeront leur attachement aux principes de l'organisation internationale onusienne.

J'étais persuadé — et là encore l'événement m'a donné raison — que les grandes puissances désapprouveront le refus d'Israël de se conformer aux résolutions de l'O.N.U., ce qui ne pouvait manquer de profiter indirectement aux pays arabes dans la mesure même où un dissentiment entre Israël et ceux qui le soutiennent ne peut manquer d'ébranler les fondements du colonialisme sioniste.

Il s'agit d'une alternative : ou bien Israël accepte en fin de compte les décisions de l'organisation internationale — c'est l'hypothèse la moins probable — et il accepte, en conséquence, le retour des réfugiés et l'abandon d'une partie du territoire occupé. Ainsi les données du problème changeront au profit des Arabes et des possibilités nouvelles peuvent apparaître qui indiqueraient la voie d'une solution définitive.

Ou bien — et c'est plus vraisemblable — Israël s'obstine dans le refus. La position

des Arabes sera alors la plus forte, même en cas de guerre. Quoi qu'il en soit, ce qui importe c'est de sortir l'affaire du frigidaire et de la réactiver. Elle évoluera alors nécessairement et rapidement vers la phase qui créera inévitablement les conditions d'une solution équitable et définitive à partir du moment où l'affaire se trouvera entraînée par son dynamisme propre dans le courant des événements.

Le plan que j'ai préconisé vise donc à gêner Israël, à inverser le rapport de forces et à gagner à notre cause l'appui de l'opinion internationale. Il n'est pas différent, dans son principe, de la position que vous avez brièvement définie dans vos récentes déclarations à la revue *Réalités* et à l'agence *Opera Mundi*. Vous avez dit en substance que les Arabes sont satisfaits de la recommandation faite par les Asiatiques en 1955 à Bandoeng et préconisant le retour aux décisions de l'O.N.U. concernant l'affaire de Palestine.

Où est alors la divergence entre nous ?

Ne sommes-nous pas d'accord sur le fond de l'affaire ?

Ne sommes-nous pas du même avis en ce qui concerne la vanité de la guerre dans les circonstances présentes ?

Je dois affirmer ici, encore une fois, la solidarité de la Tunisie avec les pays frères en cas de guerre avec Israël, solidarité qui découle des engagements pris dans le cadre de la défense commune et du commandement arabe unifié.

Est-ce que nous ne sommes pas également conscients de la nécessité de pratiquer la politique des étapes pour une solution équitable et définitive du problème ? C'est d'ailleurs la voie suivie par tous les pays arabes pour reconquérir leur souveraineté et je n'en connais pas un seul d'Orient ou d'Occident qui fasse exception à la règle. Je me rappelle avoir dit dans le discours que j'adressais aux Chefs d'Etat arabes réunis au Caire que la lutte exigeait parfois des responsables qu'ils risquent leur réputation et leur prestige qu'ils affrontent le mécontentement des masses pour défendre des solutions audacieuses dont l'efficacité n'apparaît qu'à terme.

J'ai consacré toute ma vie à lutter pour la liberté et la justice non seulement au bénéfice de la Tunisie, mais au bénéfice de la nation arabe toute entière. Je suis disposé à courir à nouveau des risques pour elle, malgré les campagnes enflammées et les viles attaques qui tendent à égarer l'opinion arabe en employant l'injure et la malveillance là où il faudrait le scrupule, la réflexion et le dialogue honnête.

Je suis prêt à tout cela, même si nous devons en venir à la rupture avec des frères avec lesquels nous ne souhaitons pas être en désaccord. Mais s'écarter de la vérité serait, pour nous une épreuve plus difficile à supporter. La Tunisie a déjà connu l'épreuve de la rupture avec la R.A.U. et y a fait face avec fermeté et succès. Cette rupture n'a entamé ni sa fidélité à ses origines arabes, ni sa confiance en elle-même, ni sa confiance dans son destin.

Mais si la situation actuelle — comme nous l'espérons — est née d'un simple malentendu et ne relève d'aucune arrière-pensée, je suis disposé à vous rencontrer au moment et lieu dont nous pourrions convenir d'un commun accord afin de clarifier la situation pour la sauvegarde de la cohésion arabe et le renforcement de nos aspirations communes vers la dignité, la liberté et la puissance.

Puisse Dieu nous guider tous dans la voie du bien et de la sagesse.

Je vous prie d'agréer mes salutations sincères et l'assurance de ma haute considération.

Habib BOURGUIBA,
Président de la République Tunisienne

5. — Adoption du calendrier grégorien

Loi n° 65-31 du 24 juillet 1965 relative au calendrier officiel de la République tunisienne, *J.O.R.T.* (39), 23-27 juillet 1965 : 922.

Au nom du Peuple,

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,
L'Assemblée nationale ayant adopté,
Promulguons la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — La date est exprimée d'après le calendrier grégorien.

ART. 2. — Le jour commence à zéro et dure vingt-quatre heures.

ART. 3. — Sauf lorsque la loi dispose autrement, les délais sont calculés conformément aux articles 140, 141, 142 et 143 du code des obligations et des contrats.

ART. 4. — L'article 123, 6° du code de procédure civile et commerciale est modifié comme suit :

ART. 123 6° (*nouveau*). — La date à laquelle il a été rendu.

ART. 5. — L'article 123 du décret du 24 juin 1957, portant réorganisation de la profession de notaire, institution des huissiers-notaires et des clerks assermentés est modifié comme suit :

ART. 23 (*nouveau*). — Tout acte établi par un notaire doit énoncer le nom et le lieu de résidences du notaire, ainsi que le lieu et la date de l'acte, avec indication de l'année, du mois, du jour et de l'heure.

(Le reste sans changement).

La présente loi sera publiée au *Journal officiel de la République Tunisienne* et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Monastir, le 24 juillet 1965.

Le président de la République Tunisienne,
Habib BOURGUIBA

6. — Convention du 9 août 1963 sur les relations économiques et la protection des investissements

Echange des instruments d'approbation le 23 juillet 1965; décret de publication du 15 septembre 1965 (*J.O.R.F.*, 22 septembre 1965 : 8411-8413).

Le Gouvernement de la République française, d'une part et le Gouvernement de la République tunisienne, d'autre part,

Soucieux de resserrer leurs relations dans le domaine économique ainsi que d'intensifier la coopération entre les deux pays en vue de favoriser leur développement économique;

Désireux à cet effet de protéger et de stimuler les investissements, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à assurer sur son territoire un traitement juste et équitable aux investissements ainsi qu'aux

biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants, personnes physiques ou morales, de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit ni en fait.

A cet effet chacune des Parties accordera à ces investissements, biens, droits et intérêts au moins la même sécurité et protection qu'elle assure à ceux de ses nationaux.

ART. 2. — Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte aux accords particuliers intervenus ou qui pourraient intervenir en matière agricole entre les deux Parties.

ART. 3. — Prenant en considération le fait que les deux pays appartiennent à une même zone monétaire, chacune des Hautes Parties Contractantes assurera l'exécution des paiements courants et facilitera le transfert de toute autre catégorie de paiement à destination du territoire de l'autre Partie.

En conséquence, chaque Partie s'engage à autoriser, compte tenu de ses réserves de change, le transfert du bénéfice réel net des intérêts, dividendes et redevances revenant à des personnes physiques ou morales ressortissantes d'un des deux pays. Les deux Parties assureront le transfert d'une partie adéquate du produit du travail des ressortissants autorisés à exercer leur activité sur les territoires de l'une ou l'autre des Parties.

En ce qui concerne les biens existants à caractère industriel ou commercial, la Tunisie garantit le transfert, en cas de cession ou de cessation d'exploitation, d'une Partie raisonnable du produit net de la liquidation, le reliquat pouvant être logé dans un compte « Capital » cessible à des personnes ou sociétés privées, dans les conditions qui seront fixées par la réglementation prévue à cet effet. Toutefois, le produit de la réalisation ou de la liquidation des biens situés en Tunisie revenant aux mêmes personnes par voie de dons, legs ou successions sera logé en totalité dans le compte « Capital » prévu ci-dessus.

En ce qui concerne les biens agricoles et notamment ceux appartenant à des sociétés françaises autres que les sociétés civiles, les modalités de transfert du produit d'une réalisation éventuelle prévues par les stipulations de l'accord du 13 octobre 1960 et du 2 mars 1963 restent en vigueur.

En ce qui concerne les investissements qui seront agréés par l'une ou l'autre des deux Parties, les Hautes Parties Contractantes s'engagent à autoriser le transfert du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements agréés par le pays dans lequel ils seront effectués.

ART. 4. — Au cas où une Partie exproprierait ou nationaliserait des investissements, biens, droits ou intérêts appartenant à des ressortissants, personnes physiques ou morales, de l'autre Partie ou procéderait à leur encontre à toute autre mesure de dépossession, elle devra prévoir le versement d'une indemnité effective et adéquate, conformément au droit des gens. Le montant de cette indemnité, qui devra être fixé à l'époque de l'expropriation, de la nationalisation ou de la dépossession, sera réglé à l'ayant droit puis transféré sans retard injustifié. Toutefois, les mesures d'expropriation, de nationalisation ou de dépossession ne devront être ni discriminatoires ni contraires à un engagement spécifique.

ART. 5. — Les investissements qui auront fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties soit à l'égard de l'autre Partie, soit à l'égard des ressortissants, personnes physiques ou morales, de cette dernière Partie, seront régis exclusivement par les termes de cet engagement.

ART. 6. — Les personnes physiques et les personnes morales ressortissantes de l'une des Parties ne sont pas assujetties sur le territoire de l'autre Partie à des droits, taxes ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus sur les personnes physiques et les personnes morales, ressortissantes de ladite Partie et se trouvant dans la même situation. Elles bénéficieront dans les mêmes conditions que ces dernières de réductions ou d'exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

ART. 7. — Lorsqu'une question est régie à la fois par la présente convention et par un accord international liant l'une ou l'autre des Parties avec un ou plusieurs États tiers, les ressortissants de chacune des Parties pourront se prévaloir des dispositions de l'accord qui leur est le plus favorable.

ART. 8. — Tous différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente convention qui n'auraient pas été réglés dans les trois mois, soit par la voie diplomatique, soit sur recommandation d'une commission *ad hoc* constituée à la demande de l'une ou l'autre des deux Parties, pourront être soumis à la requête de l'une ou l'autre des Parties à un Tribunal arbitral qui sera constitué de la manière suivante :

Chacune des Parties désignera un arbitre dans un délai d'un mois à partir de la date de réception de la demande d'arbitrage. Les deux arbitres, ainsi nommés, choisiront, dans le délai de deux mois après la notification de la Partie qui a désigné son arbitre la dernière, un troisième arbitre ressortissant d'un État tiers.

Dans le cas où l'une des Parties n'aura pas désigné d'arbitre dans le délai fixé, l'autre Partie pourra demander au président de la Cour internationale de justice de le désigner. Il en sera de même, à la diligence de l'une ou l'autre Partie, à défaut d'entente sur le choix du tiers arbitre par les deux arbitres.

Les Parties pourront s'entendre à l'avance pour désigner pour une période de cinq ans, renouvelable, la personnalité qui remplira, en cas de litige, les fonctions de troisième arbitre. La décision du Tribunal arbitral sera définitive et exécutoire de plein droit.

Le Tribunal arbitral fixera lui-même ses règles de procédure.

ART. 9. — Les échanges de lettres annexées à la présente convention font partie intégrante de celle-ci.

ART. 10. — La présente convention est conclue pour une durée de dix années, renouvelable pour la même durée, à moins de dénonciation par écrit par l'une des deux Parties un an avant l'expiration de chaque période.

ART. 11. — La présente convention sera approuvée conformément aux dispositions constitutionnelles en vigueur dans chacun des deux pays.

Elle entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra l'échange des notifications constatant que, de part et d'autre, il a été satisfait à ces dispositions.

Fait à Tunis, le 9 août 1963, en double exemplaire faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :
J. SAUVAGNARGUES.

Pour le Gouvernement de la République tunisienne :
BEN SALAH.

(Echange de lettres n° 1)

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION TUNISIENNE

Tunis, le 9 août 1963.

A Monsieur le président de la délégation française.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de rappeler que lors des négociations préalables à la conclusion de la convention signée ce jour, j'ai formulé une réserve en ce qui concerne le domaine agricole dans lequel des accords particuliers sont intervenus ou pourraient intervenir entre nos deux gouvernements.

Cette réserve s'applique en premier lieu aux procédures définies ou prévues par la convention du 8 mai 1957 et par le protocole franco-tunisien du 13 octobre 1960, complété par le protocole additionnel du 2 mars 1963.

Je confirme, d'autre part, que le Gouvernement tunisien entend excepter les investissements de caractère agricole appartenant à des sociétés de capitaux françaises en Tunisie de la procédure prévue aux articles 1^{er}, 4 et 8 de la convention signée ce jour.

Dans le cadre des obligations qu'impliquent pour lui les règles du droit international concernant les investissements étrangers, mon gouvernement désire en effet se réserver la possibilité de traiter à part et de résoudre à l'amiable, dans le respect des différents intérêts en cause, le problème particulier que pourra poser l'intégration dans le secteur tunisien des terres en question.

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

BEN SALAH.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Tunis, le 9 août 1963.

A Monsieur le président de la délégation tunisienne.

Monsieur le président,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre suivante :

[*Ici le texte de la lettre précédente*]

J'ai l'honneur de prendre acte de ses dispositions.

Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

J. SAUVAGNARGUES.

(*Echange de lettres n° 2*)

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION TUNISIENNE

Tunis, le 9 août 1963.

A Monsieur le président de la délégation française.

Monsieur le président,

Au cours des discussions préliminaires à la conclusion de la convention sur les relations économiques et la protection des investissements, vous m'avez fait part des préoccupations de votre gouvernement au sujet de la poursuite par les ressortissants français de leurs activités professionnelles.

J'ai l'honneur de vous apporter à ce sujet les précisions suivantes :

1° Les ressortissants français, personnes physiques ou morales, déjà établis en Tunisie à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention et y exerçant une profession libérale, pourront poursuivre l'exercice de leur activité.

2° Le Gouvernement tunisien considère que la convention signée ce jour remplit les conditions définies à l'article 4-I du décret-loi n° 6114 du 30 août 1961. En conséquence, les ressortissants français, personnes physiques ou morales, déjà établis en Tunisie à la date de ce jour, pourront poursuivre l'exercice de leurs activités dans tous les domaines soumis à autorisation et recevront une carte de commerçant pour une durée de cinq ans renouvelable.

Les ressortissants français, personnes physiques ou morales, exerçant à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention une des professions visées à l'article 8 du décret-loi précité, bénéficieront des dérogations prévues par cet article pour une durée de cinq ans renouvelable.

3° Le Gouvernement de la République tunisienne examinera avec bienveillance les demandes dont il serait saisi à l'avenir par des ressortissants français, personnes physiques ou morales, en vue d'exercer une activité professionnelle soumise à l'octroi d'une autorisation ou réservée aux nationaux sauf dérogation individuelle.

4° Les ressortissants français résidant en Tunisie au moment de la date d'entrée en vigueur de la convention et y exerçant une activité professionnelle salariée recevront une autorisation d'exercer la profession salariée de leur choix pendant une durée de dix ans renouvelable.

5° Le Gouvernement tunisien examinera avec bienveillance les demandes dont il serait saisi à l'avenir par des ressortissants français en vue d'exercer une activité professionnelle salariée.

Veillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

BEN SALAH.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION FRANÇAISE

Tunis, le 9 août 1963.

A Monsieur le président de la délégation tunisienne.

Monsieur le président,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre suivante :

[Ici le texte de la lettre précédente]

J'ai l'honneur de prendre acte de ses dispositions.

Veillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma haute considération.

J. SAUVAGNARGUES.